

# GAZETTE DES CAMPAGNES

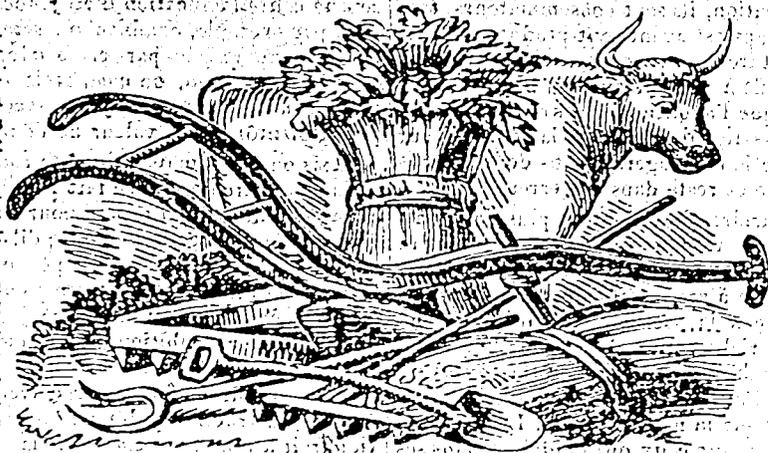
Journal du Cultivateur et du Colon, paraissant tous les Jedis

Editeur-Propriétaire  
**FIRMIN H. PROULX**

A qui toutes lettres concernant l'administration de la Gazette et les demandes pour abonnement devront être adressées franco.

L'abonnement est de \$1 par an, payable d'avance. On ne s'abonne pas pour moins d'une année.

L'avis de discontinuation doit être donné par écrit à ce Bureau un mois d'avance. Les arriérés devront avoir été payés, sans quoi l'abonnement sera censé continuer, malgré le refus de la Gazette.



Rédacteur

**J. D. SCHMOUTH**

Toutes lettres, correspondances, concernant la Rédaction, devront être directement adressées au Rédacteur.

ANNONCES :

1ère insertion, 10 cts. la ligne ; 2me insertion, etc. 3 cts. par ligne.

Pour les annonces à long terme, conditions libérales.

Que ceux qui désirent s'adresser aux cultivateurs annoncent dans notre Gazette agricole.

Si la guerre est la dernière raison des peuples, l'agriculture doit en être la première.

Emparons-nous du sol, si nous voulons conserver notre nationalité.

## SOMMAIRE :

*Causerie agricole* : Autres causes sur l'infériorité de la culture canadienne.

*Recue de la Semaine* : Adresse du Saint-Père aux Evêques, lors de leur préconisation le 25 juillet. — Persécution religieuse en Prusse. — Nouvelles d'Espagne. — La loi des écoles au Nouveau-Brunswick et les protestants honnêtes.

*Correspondance* : Concours des fermes les mieux tenues.

*Sujets divers* : Le Gouvernement de la Province de Québec et l'agriculture ; il répondra noblement à la question : *Qu'avez-vous fait pour l'agriculture ?* — Le Gouvernement Fédéral et le repatriement des Canadiens ; nos Gouvernements désirent entrer dans la voie des véritables améliorations. — Ce qui peut être une entrave à la culture de la betterave. — Fabrication du beurre et du fromage. — Conservation des feuilles de betterave. — La sanguine, hygromètre et baromètre.

*Petite chronique* : Sommaire de *L'Echo du Cabinet de lecture Paroissial*. — La ville de Québec et le Chemin de fer de Québec et Gouford au lac St. Jean. — St. Lin, paroisse qui comprend ses intérêts.

*Recettes* : Piqure des abeilles ou des guêpes. — Recette pour rendre imperméables les canevas des voitures couvertes.

## CAUSERIE AGRICOLE

AUTRES CAUSES SUR L'INFÉRIORITÉ DE LA CULTURE CANADIENNE.

Dans nos deux derniers numéros, nous avons démontré que l'une des principales causes de l'infériorité de notre agriculture, c'est le système commercial qui semble prévaloir dans nos hautes régions officielles. En faisant cette démonstration, nous n'avons été animé d'aucun sentiment hostile envers l'administration qui dirige actuellement le pays. Au contraire, nous aimons à reconnaître qu'en agissant ainsi, nos gouvernants cherchent avant tout à améliorer la situation de toutes les classes de la société. Leur intention constante a été de diminuer autant que possible le prix des denrées de consommation générale, de faire la vie à bon marché, et nous leur savons gré de cette intention patriotique. Malheureusement le résultat n'a pas répondu à l'attente.

La vie n'est pas à meilleur marché ; les denrées alimentaires n'ont pas baissé de prix, et le huit commerce à peu près seul y a réalisé quelques bénéfices, tandis que le peuple travailleur a vu sa fortune diminuer par le défaut d'occupation, par le défaut de travail.

En admettant en franchise la plupart des denrées étrangères de même nature que celles déjà produites dans le pays, on s'est fourvoyé, on a voulu augmenter la richesse publique et l'on a appauvri les sept huitièmes de la population, sans élever d'une manière notable la fortune de l'autre huitième. Le commerce est endetté et gravement compromis, tandis que les industries manufacturières et agricoles luttent difficilement contre la concurrence des pays étrangers.

Il y a quelques mois, des hommes dévoués, reconnaissant la position impossible que nous nous étions faite, cherchèrent à occuper l'opinion publique de cette grave question. Ils firent circuler des requêtes montrant la protection commerciale comme le plus sûr moyen de nous tirer du mauvais pas où nous étions tombés et demandèrent aux populations de les aider en apposant leur signature sur ces requêtes. Mais cette initiative n'eut pas de suite. Une apathie incompréhensible, surtout de la part des cultivateurs, qui y étaient les plus intéressés, tua le projet. Aujourd'hui ces requêtes n'existent plus qu'à l'état de souvenir et notre situation n'a fait qu'empirer.

L'administration a besoin d'être renseigné sur les besoins du pays, tout le monde l'admet ; pour porter remède à un mal, il faut qu'elle connaisse ce mal et pour cela il est nécessaire que le malade lui-même parle. L'agriculture souffre, c'est donc à l'agriculture de parler et de parler hautement afin de pouvoir être entendue.

Mais, nous répondra-t-on, n'avons nous pas vos représentants qui ont vu un milieu de vous, qui connaissent vos besoins et qui ont mission spéciale de les faire valoir ? Nous avons nos représentants sans doute, cependant c'est à peine si nous avons en Chambre une dizaine de députés agricoles